



Arcelor, PSA, Petroplus, Chantiers de l'Atlantique... EXPROPRIONS LES LICENCIÉS !

Tract édité par le comité NPA Andelle – Décembre 2012

Le sentiment des salariéEs d'Arcelor Mittal est bien résumé par l'accusation de « haute trahison » portée par le responsable CFDT du site de Florange, à l'encontre du gouvernement. Oubliées les déclarations fracassantes de Montebourg appelant à dégager le milliardaire Mittal. Oubliée la timide promesse de nationalisation provisoire censée permettre le maintien de l'activité. Cette nationalisation provisoire n'offrait certes pas de garantie pour le maintien de l'emploi, mais elle était perçue par les salariés comme une claque pour Mittal. Le gouvernement n'a même pas eu cette petite audace.

UN ACCORD HONTEUX

L'accord secret entre Mittal et le gouvernement est une escroquerie. Pour ce qui est des engagements de Mittal, les salariéEs savent à quoi s'en tenir : fermeture de Grandrange, 300 millions d'investissements promis mais jamais arrivés à Florange.

Au total, cela signifie des milliers d'emplois directs ou indirects supprimés dans la région.

Pour Mittal, son engagement de 180 millions d'euros d'investissements dans Florange ne représente rien : c'est un tiers des 542 millions que vaut son patrimoine immobilier à Londres, les miettes de ses 34 milliards d'euros de fortune personnelle. Pour Mittal, « il est positif que nous soyons parvenus à un accord sur l'avenir de nos activités à Florange », un accord qui ne lui coûte pas grand chose. Mais pour les salariéEs, l'emploi est la seule source de revenus !

IMPOSONS UNE AUTRE POLITIQUE

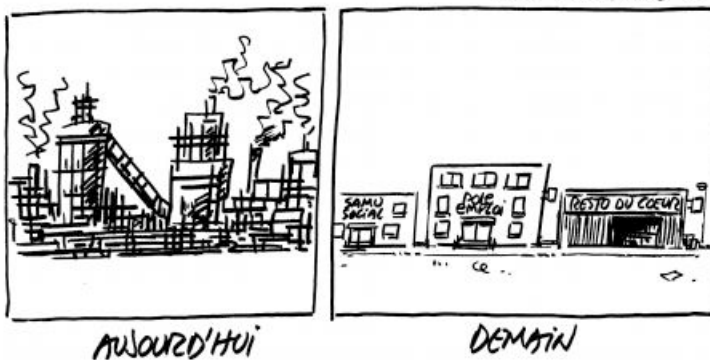
Avec cet accord, le gouvernement s'aligne complètement derrière Parisot, patronne du Medef : « toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété (...) Ebranler ce principe... c'est très grave ». La mise hors d'état de nuire de ce patronat, sans scrupule, est donc pour nous d'actualité. Les reculades et l'aplatissement du gouvernement sont dans la logique de la mise en œuvre de sa politique d'austérité dirigée avant tout contre les salariéEs.

Chez PSA, Petroplus, Chantiers de l'Atlantique, Sanofi, c'est la même question qui est posée : comment enlever aux licenciés

leur pouvoir de nuisance. Tous ont déjà reçu des millions d'euros de subventions, tous bénéficient déjà des allègements de cotisations sociales, soit-disant pour préserver l'emploi.

La seule solution est de mettre en cause ce pouvoir patronal, de ce droit de propriété privé des moyens de production. La sauvegarde de centaines de milliers d'emplois suppose non seulement l'expropriation des licenciés mais aussi l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail. Des mesures que seule la mobilisation des travailleurs de Florange, des Chantiers de l'Atlantique, Petroplus, Sanofi, PSA et au-delà pourront imposer. Une véritable opposition de gauche aux diktats patronaux et à la politique du gouvernement.

LA RECONVERSION DU SITE DE FLORANGE EST EN MARCHÉ...



Pour prendre contact avec nous

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

A retourner à : Philippe THOUEMENT, conseiller municipal, 9 bis, rue du 11 novembre - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27 hotmail.fr

Site : bulletindestravailleur.over-blog.com

M-REAL : VICTOIRE DE LA VOLONTE

330 salarié-e-s sur le carreau en juin, même s'ils avaient vendu chèrement leur peau : indemnités et garanties importantes, et surtout les capitalistes finlandais avaient été obligés de concéder ce dont ils ne voulaient en aucun cas entendre parler: la possibilité d'une reprise par un autre papetier. Et voilà que c'est fait. Quel chemin parcouru en 3 ans ! une mobilisation des travailleurs, des mairies et de la population avec le « collectif unitaire » et l'intersyndicale CGT-CGC ; une grève de trois semaines ; une remise en marche illégale de l'usine avec 3000 visiteurs, dont le préfet et un ministre ; un vote unanime du conseil général 27 pour que le gouvernement aille jusqu'à l'expropriation de M-real s'il refusait de vendre aux candidats à la reprise ; une proposition de loi «Arcelor-M-real » pour l'obligation de vente à un repreneur sérieux quand un capitaliste veut fermer, soutenue par Hollande candidat (mais toujours pas adoptée !) ... c'est tout cela qui a pesé pour que le conseil général et l'Etat s'engagent pour faciliter la reprise, pour le redémarrage de la papeterie d'Alizay au printemps. Ce qui a été obtenu n'est pas parfait (pourquoi la chaudière, véritable poule aux œufs d'ors, a-t-elle été bradée à des financiers et pas reprise par la Région ?), mais on le voit bien: « quand on lutte, on peut perdre, quand on baisse les bras on a déjà perdu ». C'est un formidable encouragement à coordonner les luttes au plan national pour « l'interdiction des licenciements chez M-real comme ailleurs » !

COFEL EPEDA : LE TROU SANS FOND DES SUBVENTIONS PUBLIQUES

Ainsi, suite à l'incendie du site, la fabrication des matelas Epeda pourrait déménager de Charleval à Criquebeuf, avec ses presque 200 emplois. Quelles sont les vraies motivations ? Volonté de mise en concurrence de deux communautés de communes pour faire monter les enchères ? Mais ce qui nous scandalise également ce sont les manœuvres autour de tout cela. En effet, quand les élus de la Communauté de Commune de l'Andelle se mettent à rivaliser avec ceux de la communauté Seine-Bord pour faire leur cour aux industriels (pour 1 million d'euros !) on ne sait plus si c'est le pitoyable qui l'emporte sur le ridicule ou l'inverse; et la région, et le département qui promettent 500 000 € de plus ! Et tout le monde de garder un silence indécent sur la question pourtant brûlante, si l'on peut dire, de la pollution d'un site gorgé d'amiante, entre autres... Avec l'asphyxie progressive de ex-Sealynx/Rua, la situation de l'emploi dans notre vallée est dramatique c'est certain. Mais quand 1500 emplois industriels disparaissent chaque semaine, c'est tout le pays qui devient une gigantesque vallée de l'Andelle ! Alors, face à cette hémorragie, il faut arrêter de se contenter de mesurette faussement réalistes : avec les Arcelor, les Sanofi, les PSA ; comme les M-real hier et aujourd'hui, il faut avoir le courage de se donner des objectifs à la hauteur de nos besoins, et de s'unir pour les atteindre: l'interdiction des licenciements, l'expropriation des entreprises qui ferment et qui licencient, leur gestion sous contrôle public par les travailleurs qui les font tourner tous les jours.

ABANDON DE L'« AYRAULT-PORT » A NOTRE DAME DES LANDES !

Notre Dame des Landes représente un concentré de gaspillage d'argent public et de destruction de l'environnement. Ce projet promet d'être un gouffre financier engloutissant au minimum 3 milliards d'euros d'argent public. L'accaparement et le bétonnage de près de 2000 hectares de terres agricoles fera disparaître l'outil de travail d'une centaine d'exploitantEs agricoles et condamnera plusieurs centaines d'emplois. Il représente aussi une menace pour le bocage, la biodiversité et les zones humides. Tout ça pour offrir à Vinci la construction et l'exploitation d'un aéroport de trop car celui qui existe à Nantes est largement sous utilisé !

SOUSCRIPTION : AIDEZ LE NPA !

Le NPA ne vit que de l'argent que versent ses militantEs à travers leurs cotisations et d'une souscription lancée chaque année depuis sa naissance, en 2009.

Nous voulons continuer à diffuser nos idées par le biais d'une presse libre et indépendante, continuer à imprimer des tracts, des affiches et assurer notre présence dans toutes les mobilisations. Alors, pour donner au NPA les moyens de continuer, nous faisons appel à votre solidarité.

D'avance, un grand merci !



Chèques à l'ordre de « NPA souscription ».

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable. Tous les dons effectués avant le 31 décembre 2012 seront déductibles des impôts pour l'année 2013.

Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP du 6 avril 2009 - Dons destinés au NPA

Chaque semaine lisez



l'hebdo du NPA, en vente auprès des militant-e-s au prix de 1,20 €